

Attaques sur les droits dans le monde entier : plus de trois milliards de personnes vivent dans des pays où les libertés civiques sont violées.

- L'impact mondial est exposé au grand jour par le **CIVICUS Monitor**, un nouvel outil de recherche en ligne notant l'espace civique dans le monde et documentant les violations des droits.
- Les gouvernements referment l'espace civique et font taire les voix dissidentes

Johannesburg, le 24 octobre 2016 - Plus de trois milliards de personnes vivent dans des pays où les droits de manifestation, d'organisation et d'expression sont actuellement violés selon le [CIVICUS Monitor](#), le premier outil en ligne qui suit et compare les libertés civiques à l'échelle mondiale.

Le nouvel outil, lancé aujourd'hui en version bêta par CIVICUS, l'alliance mondiale de la société civile, note les pays selon le respect qu'ils accordent aux trois droits fondamentaux permettant aux citoyens d'agir collectivement et d'initier un changement : la liberté d'association, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression.

Sur les 104 pays actuellement notés, il révèle que l'espace civique dans 16 pays - au Bahrein, au Burundi, à Cuba, en Guinée équatoriale, en Érythrée, en Éthiopie, en Iran, au Laos, en Libye, en Corée du Nord, en Arabie saoudite, au Soudan du Sud, au Soudan, en Syrie, aux EAU et au Vietnam - est fermé, une classification qui se caractérise par une atmosphère marquée par la peur et la violence, et des punitions sévères pour tous ceux qui osent exprimer leur désaccord avec les autorités. 32 pays supplémentaires voient leur espace civique classé comme réprimé, ce qui signifie que 3,2 milliards de personnes vivent dans des pays où l'espace civique est soit réprimé, soit fermé.

Vingt-et-un pays voient leur espace civique classé comme obstrué et 26 comme réduit. Seulement neuf pays sont classés comme disposant d'un espace civique ouvert, ce qui signifie que l'État protège l'espace dédié à la société civile et fournit des plateformes de dialogue. Des violations des libertés civiques ont été relevées dans chaque région du monde, mais celles-ci sont davantage concentrées en Afrique, au Moyen-Orient et aux Amériques - l'Annexe 1 ci-dessous fournit le classement complet par pays.

"Le CIVICUS Monitor montre que, loin d'accorder de la valeur à l'action citoyenne, les États répriment les manifestants, obligent les organisations à fermer pour les prétextes les plus fallacieux, et passant brutalement sous silence les voix contestataires", a déclaré Dr. Dr Dhananjayan Sriskandarajah, Secrétaire Général de CIVICUS. "Les gouvernements ne devraient pas craindre la puissance des citoyens, ils devraient au contraire en exploiter le potentiel".

"À maintes reprises, la société civile se retrouve en première ligne de la réponse aux problèmes les plus pressants de la planète : la crise des réfugiés, le changement climatique, la corruption. Une société civile véritablement libre et dynamique est notre meilleure réponse à l'exclusion et à l'intolérance - si les attaques sur les libertés civiques se poursuivent à ce rythme, nous ne pouvons espérer atteindre l'avenir meilleur pour tous imaginé par les Objectifs de développement durable", a affirmé Sriskandarajah.

Le CIVICUS Monitor documente également les attaques sur la société civile en fournissant des informations à jour chaque jour ouvré. L'analyse de plus de 200 mises à jour pour le CIVICUS Monitor au cours des quatre derniers mois a révélé ce qui suit :

- La détention d'activistes (68 cas), le recours à la force excessive contre des manifestants (62 cas) et les attaques contre des journalistes (37 cas) ont représenté les violations des libertés civiles les plus fréquentes.
- Les activistes ont été le plus souvent détenus pour avoir critiqué les autorités (37 %), contrôlé le respect des droits de l'homme (29 %) ou pour des raisons de divisions ou de conflits politiques (16 %)
- Une force excessive a été le plus souvent exercée contre des manifestants critiquant les décisions ou la corruption du gouvernement (29 %), pour des appels à l'action contre les violations des droits humains (20 %) ou pour avoir lancé un appel en faveur des libertés sociales ou économiques fondamentales (20 %)
- Les journalistes ont été le plus souvent attaqués lorsqu'ils couvraient des manifestations (26 %) ou des conflits (19 %) ou en raison de leur appartenance ethnique, religieuse ou pour des raisons d'affiliation politique (14 %)
- Dans la grande majorité des cas, l'État est l'auteur des violations

"Les attaques contre ceux qui s'expriment contre leurs dirigeants sont de plus en plus éhontées - et c'est parce que les gouvernements savent qu'ils peuvent agir en toute impunité", affirme Cathal Gilbert, chercheur principal pour le CIVICUS Monitor. "En rassemblant ces attaques, nous espérons que le CIVICUS Monitor permettra d'éveiller la conscience de la communauté internationale. Nous trouvons notre inspiration dans les moyens innovants adoptés par la société civile locale pour résister à ces attaques, mais il est urgent que les dirigeants de la planète cessent d'assister silencieusement à l'écrasement du mécontentement national par leurs alliés et partenaires commerciaux.

Les notes attribuées se fondent sur une combinaison de contributions émanant d'activistes de la société civile locale, de partenaires de recherche au niveau régional et de spécialistes de la société civile, d'évaluations existantes par des organisations de la société civile nationales et internationales, de contributions apportées par les utilisateurs et d'un suivi effectué par les médias. Les points de vue locaux se voient accorder la priorité. Lors de son lancement, le CIVICUS Monitor proposera un classement de l'espace civique dans 104 pays et des informations à jour pour la plupart des pays de la planète. Le nombre de pays évalués augmentera au fil du temps, tous les pays devant être classés en 2017.

Le CIVICUS Monitor, une plateforme unique parmi les mesures prises au niveau mondial en faveur de la liberté, de la démocratie et de la gouvernance, sera mis à jour quotidiennement, et les utilisateurs sont invités à y contribuer afin d'en améliorer la précision.

CIVICUS espère que le CIVICUS Monitor sera un outil précieux permettant aux activistes, aux journalistes, aux organisations de la société civile, aux institutions académiques et au grand public d'évaluer dans quelle mesure leurs gouvernements favorisent les libertés civiles, tel que cela est inscrit dans les constitutions nationales et garanti par le droit international, ainsi que par le biais des engagements intergouvernementaux tels que les [Objectifs de développement durable](#), le [Partenariat pour un gouvernement transparent](#) et le [Partenariat de Busan pour une coopération efficace au développement](#).

Annexe I - Classement du CIVICUS Monitor, octobre 2016

Fermé (16 pays) : Bahreïn, Burundi, Cuba, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Iran, Laos, Libye, Corée du Nord, Arabie saoudite, Soudan du Sud, Soudan, Syrie, EAU et Vietnam

Réprimé (32 pays) : Afghanistan, Algérie, Angola, Azerbaïdjan, Bangladesh, Biélorussie, Cambodge, Cameroun, RCA, Tchad, Chine, Colombie, Djibouti, RDC, Égypte, Gambie, Honduras, Irak, Mexique, Myanmar, Pakistan, Palestine, République du Congo, Russie, Rwanda, Swaziland, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Venezuela, Yémen, Zimbabwe

Obstrué (21 pays) : Arménie, Bhoutan, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Équateur, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Kazakhstan, Kenya, Malaisie, Moldavie, Nicaragua, Nigeria, Paraguay, Pérou, Philippines, Ukraine

Rétréci (26 pays) : Albanie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Canada, Chili, Comores, Costa Rica, Croatie, Salvador, France, Géorgie, Japon, Pologne, Afrique du Sud, Espagne, Royaume Uni, Uruguay, É.U.

Ouvert (9 pays) : Andorre, Belgique, Chypre, Danemark, Finlande, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Suède

Décomposition régionale

Pays fermés : Afrique 7, Moyen-Orient 5, Asie 3, Amériques 1

Pays réprimés : Afrique 14, Moyen-Orient 3, Asie 7, Amériques 4, Europe 4

Pays obstrués : Afrique 4, Moyen-Orient 1, Asie 7, Amériques 5, Europe 4

Pays en rétrécissement : Afrique 4, Amériques 10, Asie 2, Europe 10

Pays ouverts : Europe 9

Note aux éditeurs :

Le CIVICUS Monitor est disponible sur <https://monitor.civicus.org>.

Pour plus d'informations ou programmer une interview, veuillez contacter le service de presse de CIVICUS à l'adresse suivante : media@civicus.org. Des interviews peuvent être organisées avec Danny Sriskandarajah, Secrétaire général de CIVICUS, et avec Cathal Gilbert, principal chercheur pour le CIVICUS Monitor, ainsi qu'avec des chercheurs au niveau régional situés dans différents pays.

CIVICUS est une alliance mondiale d'organisations et d'activistes de la société civile œuvrant au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile dans le monde entier.

www.civicus.org

www.twitter.com/CIVICUSalliance

www.facebook.com/CIVICUS

#CIVICUSMonitor